



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3111

Texte de la question

SITUATION DU MONDE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Barbier, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean-Pierre Barbier. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue Alain Moyne-Bressand, s'adresse à M. le Premier ministre.

Hier, 14 juillet, nous fêtons la prise de la Bastille, qui fit prendre conscience à la monarchie de la gravité de la situation de la France en 1789. (*« Bravo ! » et sourires sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*) François Hollande, retranché dans son palais de l'Élysée, en a-t-il tiré les conséquences ? Aucunement. Dans son interview, seule son autosatisfaction était évidente. Écoute-t-il les Français ? Écoute-t-il ceux qui travaillent, ceux qui souffrent ? (*« Non ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Sûrement pas. La preuve : il n'a pas eu un mot, pas un geste en direction de l'agriculture et des agriculteurs. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Nicolas Bays. Vous les avez tués !

M. Jean-Pierre Barbier. Pourtant je vous l'assure, mes chers collègues, la colère gronde dans nos campagnes. Issu d'une circonscription rurale où toutes les filières sont représentées et rencontrant régulièrement les agriculteurs, je peux vous dire que rien ne va plus. Les agriculteurs, souvent les plus jeunes, sont étranglés et pris au piège des prix qui baissent et des charges qui augmentent, comme les contraintes administratives. (*« Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

Outre la filière du lait, que la fin des quotas et des prix au plus bas ont plongée dans une situation d'urgence, celles de la viande, des fruits et même des céréales sont aujourd'hui menacées, alors que l'agriculture représente une part importante de nos exportations. La trésorerie des exploitations est au plus bas. Les manifestations de désespoir se multiplient. (*« Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

La demande des agriculteurs est simple : ils vous demandent, monsieur le Premier ministre, de faire respecter les accords du 17 juin, signés par votre ministre de l'agriculture. Ils vous demandent de faire respecter par la grande distribution et les industriels une juste répartition des marges bénéficiaires. Ils vous demandent d'intervenir auprès de l'Europe pour que cette crise soit endiguée. Ils vous demandent simplement de pouvoir vivre, e faire vivre leur famille, de leur travail.

Les entendrez-vous, monsieur le Premier ministre, ou vous réveillerez-vous un matin en sursaut en vous disant : « Mon Dieu, c'est une révolution ! » ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. (*Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mes chers collègues, je vous en prie ! Vous connaissez la règle : c'est le Gouvernement qui décide quel ministre apporte la réponse. (*Mêmes mouvements.*) En outre, on vous a déjà dit pourquoi le ministre de l'agriculture n'était pas là aujourd'hui.

M. Christian Jacob. C'est une honte !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le député, vous avez soulevé certains points qui sont au cœur de l'action du Gouvernement, qu'il s'agisse de l'action qu'il mène à Bruxelles pour réorienter la politique agricole commune – la PAC –, des relations avec la grande distribution ou de la nécessité de réorganiser nos filières – tout cela pour maintenir les prix. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Oui, monsieur le député, depuis des mois Stéphane Le Foll remet en marche tout ce que vous aviez négligé depuis des années sur tous ces sujets. (*« Tout à fait ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Nicolas Bays. Vous êtes les fossoyeurs de l'agriculture française !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. Vous n'aviez jamais privilégié l'élevage dans la PAC : nous l'avons fait. Vous aviez laissé, à travers la loi de modernisation de l'économie – la LME –, le pouvoir à la grande distribution. (*Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Nous sommes intervenus, le ministre s'est impliqué très directement et, avec la loi Hamon, nous avons réorienté les rapports de force entre les éleveurs et la grande distribution. Nous intervenons régulièrement sur les prix et nous baissons les charges, ce que vous n'avez pas fait, monsieur le député. (*Mêmes mouvements.*)

Bref, nous avons devant nous un chantier d'autant plus difficile que vous ne l'aviez jamais pris en charge pendant des années. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Barbier](#)

Circonscription : Isère (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3111

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juillet 2015](#)